

AMENDEMENTS AU TEXTE RELATIF A LA POLITIQUE DE PRETS DE FAD IIIEN RAISON DE LA CREATION DU CAT

(Adoptés par le Conseil d'Administration du 20 Oct. 1983)

SECTIONAMENDEMENTS PROPOSES

3.1 (Affectation des ressources)

Durant la période de la Troisième Reconstitution Générale des Ressources, cinq pour cent (5%) des ressources obtenus au titre de la Troisième Reconstitution Générale seront versés à un Compte d'Assistance Technique qui servira à financer l'assistance technique nécessaire pour l'identification la préparation et l'exécution de projets ou de programmes de développement en faveur de pays de la catégories "A" et "B" ou, s'il s'agit de projets ou de programmes multinationaux, en faveur d'un groupe de pays dont un au moins fait partie de la catégorie "A" ou de la catégorie "B".

4. (Programme de prêts)

Durant la période de la Troisième Reconstitution Générale des Ressources aucun pays ne recevra au total plus de cinq pour cent (5%) des ressources du CAT à moins que le Conseil d'Administration n'en décide autrement.

7. (Modalités de prêt)

Les prêts consentis par le Fonds, sauf pour ce qui est des dispositions figurant au paragraphe 8, sont consentis
(le reste sans changement)

8. (Utilisation du Compte
d'Assistance Technique)

Les pays des catégories "A" et "B", ou s'il s'agit de projets ou de programmes multinationaux, le Groupe de pays dont un au moins fait partie de ces catégories, peuvent bénéficier de prêts sur les ressources du "Compte d'Assistance Technique" dans les conditions suivantes :

- a) Sauf pour ce qui est des dispositions figurant en (b), tous les prêts financés sur les ressources du Compte d'Assistance Technique sont remboursables en 50 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans et ne sont grevés d'aucune commission administrative.
- b) Si le prêt est accordé pour l'élaboration d'une étude de pré-investissement et si l'étude montre que le projet ou le programme en question n'est pas réalisable, le différé d'amortissement est porté à 45 ans.
- c) Si le prêt est destiné à renforcer les institutions de planification et les services techniques des pays membres régionaux et n'est pas associé à des projets ou programmes spécifiques, le différé d'amortissement est de 45 ans.

9. (Financement des dépenses
locales)

et

10. (Contributions des pays
bénéficiaires)

Aucune limite n'est fixée au montant des devises destinées au financement des dépenses locales pour une activité d'Assistance Technique ainsi que pour les frais de formation, étant entendu toutefois que la contribution de l'emprunteur ne doit pas être inférieure à 5% du coût total de cette activité.